



CSAL-FS du 22 novembre 2024

Déclaration liminaire CGT

Monsieur le Président,

Après nous avoir volés deux années de notre retraite en bonne santé, après nous avoir volé notre GIPA, Garantie Indemnitaires du Pouvoir d'Achat des Fonctionnaires, voilà que Macron veut nous voler notre santé en triplant le nombre de jours de carence et réduire de 10 % le montant des indemnités maladies.

Après avoir gelé la valeur du point d'indice et dégradé nos conditions de travail, le nouveau ministre de la Fonction Publique insulte les fonctionnaires et projette leur liquidation à la sauce d'Elon Musk !

C'est une véritable déclaration de guerre à l'ensemble des personnels qui œuvrent chaque jour, dans des conditions déplorables, pour assurer leurs missions de service public !

A l'appel des Fédérations de Fonctionnaires, la riposte va s'organiser à partir du 5 décembre 2024. Et La CGT mettra tout en œuvre pour que cette mobilisation converge avec toutes les luttes en cours, car c'est tout le monde du travail qui est attaqué avec les dernières annonces sur le temps de travail et une nouvelle journée de solidarité.

Assez de ces politiques de reculs et destructions !

Concernant la Formation Spécialisée de ce jour, que dire d'un budget largement utilisé pour remplir les obligations légales de l'employeur (ex : défibrillateurs, contrôles réglementaires et sécurité incendie) et qui laisse des demandes d'agents insatisfaites (ex : relamping à Brignoles) ?

Que dire des travaux du plan cité ? Malgré les nombreuses alertes des représentants du personnel, chefs de services et agents, il aura fallu le dépôt d'un droit d'alerte pour que le DDFIP se rende sur place pour constater les nombreux dysfonctionnements et, qu'un début de mesures propres à assurer la santé et la sécurité des agents travaillant à la cité Lorgues soient prises.

Malgré tout, à ce jour, trop peu de choses ont évolué ! L'isolation du chantier, l'utilisation trop régulière de l'escalier central, les portes d'accès aux différents étages ouvertes ce qui favorise la diffusion de la poussière. Les nuisances sonores ne sont toujours pas réglées.

Et puisque nous évoquons le plan cité, que dire de vos propos sur le devenir de l'immeuble Saint-Bernard et la recherche de services d'autres administrations pour densifier le site, alors qu'au même moment il est annoncé aux agents de Var Amendes qu'ils intégreront ce projet ?

Que dire des conditions de travail avec une température ambiante à 19°, voire moins lorsqu'à la mise en route des systèmes de chauffage est défailante ?

Le mépris, ça suffit !

Dans ce contexte, la CGT refuse de faire comme si de rien n'était. La CGT va s'adresser aux agents afin d'organiser la mobilisation pour :

- * l'abrogation de la réforme des retraites,
- * l'attribution de la GIPA,
- * le retrait des mesures visant à réduire le soi-disant absentéisme démesuré des fonctionnaires : 3 jours de carence et réduction de 10 % des indemnités journalière pour maladie,
- * l'augmentation immédiate de 10 % de la valeur du point d'indice et son rattrapage par rapport à l'inflation.

Nous demandons une modification de l'ordre du jour afin de traiter prioritairement les points relatifs au plan cité et les questions diverses. Nous demandons l'annexion de cette déclaration à son PV.